

700.000 jeunes vont voter pour la première fois

Les jeunes en Belgique n'ont jamais été aussi nombreux à voter pour la première fois, comme le dévoile ce nouveau volet des enquêtes du « Soir » sur les communales. Ils sont une manne électorale pour les partis.

C'est sûrement le chiffre-clé de la campagne. Le 14 octobre, à l'occasion des élections communales, ils seront 693.873 votants à vivre leur tout premier scrutin. Des jeunes qui ont passé la majorité depuis les dernières élections et qui représentent pas moins de 8,53 % du total des électeurs. Une proportion jamais rencontrée.

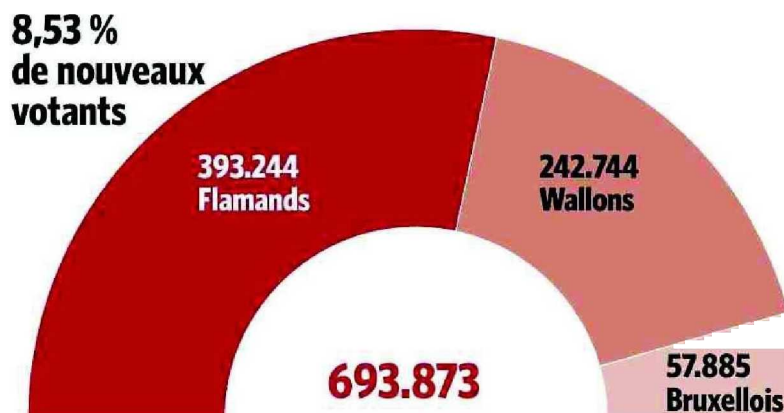
Pourquoi sont-ils aussi nombreux ? C'est qu'il s'est passé quatre ans, quatre

mois et vingt jours depuis la dernière fois où nous avons dû prendre le chemin des bureaux de vote. Une durée inédite. Et un enjeu énorme.

Pour Pascal Delwit, politologue à l'ULB, ces primo-votants pourront faire bouger les choses. Mais les « termes de leurs choix sont une inconnue. On est dans l'expectative quant à leur comportement électoral ». D'autant qu'en 2014,

une enquête soulignait la propension des moins de 25 ans à se tourner vers l'abstention et le vote blanc. Il faut dire que leur vie et leurs préoccupations sont souvent loin de la politique.

Ils sont quelques-uns à jouer le jeu de l'engagement dans la politique classique ; *Le Soir* a réuni leurs représentants pour savoir comment ils vivent leur place chez le MR, CDH, Défi, Ecolo, PTB et PS. ■



JEUNESSE

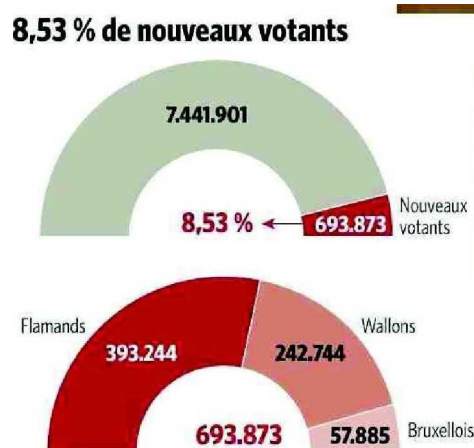
C'est peut-être l'un des chiffres-clés du scrutin du 14 octobre : 8,53 % de l'électorat votera pour la première fois. Conséquence de la plus longue période sans élections qu'a connue la Belgique depuis la fin de la guerre.

Une nouvelle génération se présente dans l'isoloir

Le 14 octobre, cela fera quatre ans, quatre mois et vingt jours que nous n'avons plus voté.

Conséquence : 693.873 jeunes électeurs se rendront aux urnes pour la première fois. Un chiffre énorme.

Avec quelles conséquences ?



693.873

RÉCIT

Au départ, je n'étais pas au courant de beaucoup de choses. Et la politique, ça ne m'intéressait pas. On n'en parle pas vraiment à la maison, entre potes non plus. Là, après ce cours, je me dis que c'était important. Je vais voter pour la première fois donc je vais quand même m'informer parce que c'est notre avenir, quand même. » Matthijs a 19 ans. Élève en rhéto à l'Institut Saint-Stanislas de Mons, il assiste à une matinée de sensibilisation aux élections communales organisée par l'UCL Mons. L'université a proposé aux écoles de la région de dispenser un cours d'introduction à la politique, animé par le professeur Pierre Vercauteren, suivie d'une séance de questions-réponses à propos des communales et de la possibilité de participer à la simulation d'un

bureau de vote. L'opération recueille un succès inattendu. Un deuxième auditoire doit être ouvert pour répondre à la demande. Au total, 650 futurs électeurs y participent. 400 autres ne pourront y assister.

Signe d'un engouement des « milléniaux » pour la politique ? Pas si vite. Si, l'assemblée est plutôt attentive et que les questions sur le prochain scrutin fusent, les élèves sont d'abord là parce que leur école les y a emmenés. En allant à la rencontre de ces futurs électeurs, l'impression domine que, pour eux, la politique, c'est un autre monde. Pas le leur. Certains la rejettent carrément, comme Bastien, de l'Institut Saint-Joseph de Charleroi : « Non, je n'ai pas encore regardé pour qui j'allais voter. C'est pas que je n'ai pas confiance en la politique, mais je ne suis vraiment pas intéressé. Que ce soit à la maison ou

avec mes potes, on ne discute jamais de politique. Je suis là par obligation. »

« Il faudrait que ça bouge plus »

D'autres, comme Sandrine, 18 ans, et Maylis, 19 ans, de l'Institut Saint-André de Charleroi, se montrent plus ouvert(e)s. « La politique, je ne m'y intéresse pas du tout, entame Sandrine. Mais cette matinée m'a donné envie de m'y intéresser plus, pour savoir pour qui voter, parce que ça a quand même une incidence sur notre vie. Avec mon père, on en parle un peu, surtout parce que je vais voter bientôt. Il m'a briefée sur comment ça allait se passer, mais il ne me dit pas pour qui je dois voter. » Maylis, elle, s'intéresse à la politique. Question de contexte familial. « Chez moi, on a de sacrés débats, surtout avec mon père. On n'est pas souvent d'accord.

Entre amis, on en parle moins, mais là, comme on va aller voter, on en parle davantage. » Beaucoup de gens s'en désintéressent ? *« C'est vrai que c'est compliqué d'avoir des partis qui tiennent leurs promesses. Trop de contraintes. Il faudrait que ça bouge plus. Il faut des actes. »* Quel sujet la remonte particulièrement ? *« Le passage de la pension à 67 ans. Parce que si on fait travailler les vieux plus longtemps, il y aura moins de places pour les jeunes ! »*

Il est un lieu commun qui tend à considérer que « les jeunes » n'ont plus de culture politique, qu'ils ne s'y intéressent plus, bref, que la politique a perdu les jeunes. Mais peu d'études ont été menées les concernant. Ce pourrait pourtant être l'une des données importantes du scrutin communal et provincial, et par prolongement de celui de mai 2019. Car ces élections du 14 octobre 2018 revêtent un caractère inédit. Jamais, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la Belgique n'a connu de période aussi longue sans élections. Il se sera écoulé très exactement quatre ans, quatre mois et vingt jours depuis le dernier scrutin en date, le 25 mai 2014. Plus d'une olympiade sans consulter les citoyens. Une vie, en politique. Quasi une génération, désormais, chez les jeunes.

Résultat : près de 694.000 électeurs vierges vont débouler dans les urnes dans deux semaines. 393.244 en Flandre, 242.744 en Wallonie et 57.885 à Bruxelles, selon les données recueillies par *Le Soir* auprès du SPF Intérieur. En tout, les jeunes primo-votants représenteront 8,53 % des 8.135.774 électeurs appelés aux urnes. C'est énorme.

Que sait-on d'eux, de leurs aspirations, de leurs valeurs, de leur comportement électoral ? Peu de chose. L'enquête « Noir-Jaune-Blues, 20 après » l'a montré : la méfiance, voire la défiance vis-à-vis de la classe politique a fortement crû dans la population ces dernières années.

Il n'y a pas de raison de penser que les jeunes ont échappé à cette montée du rejet du politique. Selon les données recueillies en Wallonie et en Flandre par l'enquête interuniversitaire PartiRep

Voter Survey à l'issue des élections 2014, les 18-25 ans constituent l'un des segments de la population où le vote

blanc ou nul est le plus répandu. Il s'agit aussi de la tranche d'âge où l'on arrête son choix électoral le plus tard (voir infographie).

« La majorité des jeunes ne se retrouvent pas dans l'offre politique actuelle », nous dit le sociologue Mark Elchardus. Une conclusion tirée de la vaste enquête qu'il avait menée en 2013 auprès de jeunes de 25 à 35 ans (lire son interview plus loin). Une majorité de jeunes adultes ne croit pas que la politique peut améliorer un avenir qu'ils prédisent morose pour notre société. Et cela, c'était avant les événements importants qui ont marqué l'opinion entre 2014 et 2018. La montée en puissance de Daesh et les multiples attentats, notamment à Bruxelles. La question migratoire, omniprésente dans le débat public depuis 2015. L'urgence de la crise climatique, qui n'a fait que s'accroître. La montée des inégalités. Et celle des discours d'extrême droite... Tout cela sur fond d'une accélération de la révolution numérique.

Un effet jeunes ?

Pour Pascal Delwit, il ne fait pas de doute que ces 694.000 primo-votants pourraient faire bouger les choses. Reste à savoir comment. Certains des jeunes qui vont voter pour la première fois avaient seulement 13 ans en 2014, et l'on a très peu d'indications sur le rapport qu'ils entretiennent avec la politique. « Pour une bonne part, ces jeunes n'ont pas été socialisés de la même façon, que ce soit par les médias (on songe à l'importance prise par les réseaux sociaux), mais aussi par la famille. Or, les attaches politiques diminuent. Donc on se retrouve parfois avec des jeunes dont les attaches politiques sont soit totalement absentes, soit assez ténues. Même la socialisation élémentaire sur les sigles (MR, PS, CDH, etc.), pour nombre d'entre eux, ça ne réfère pas à des choses très claires. Les termes de choix sont donc une inconnue. On est donc un peu dans l'expectative quant à leur comportement électoral », decode le politologue de l'ULB.

Des scrutins précédents, des tendances se dégagent : « Chez les jeunes, il y a traditionnellement une forme de comportement électoral un peu plus aux

marges des partis gouvernementaux. Les trois partis MR-PS-CDH ont moins de résultats chez les 18-24 ans, tandis que les partis périphériques engrangent proportionnellement davantage dans cette catégorie d'âge. » À gauche toute, forcément, les jeunes ? Pascal Delwit nuance cette idée très répandue. Si Ecolo, le PS et le PTB engrangent une part significative des votes des jeunes de 18 ans qui font des études universitaires, ceux qui ont abandonné l'école ou suivent un enseignement profession-

nel votent aisément pour la droite radicale, voire l'extrême droite « qui est souvent le premier parti chez ces jeunes-là en Europe ».

Le scrutin communal a ceci de particulier que la logique partisane a tendance à moins imprégner les choix, au profit de la proximité avec tel ou telle candidat(e). « Dans des endroits peuplés où l'élection peut être serrée, comme Liège, Tournai, Mouscron voire Mons, cette arrivée massive de nouveaux votants peut orienter la distribution des cartes et la possibilité des coalitions. » Il faudra particulièrement être attentif aux résultats du scrutin le moins en vue : les élections provinciales. Ils pourraient laisser entrevoir ce que seront les résultats des élections de mai 2019, sous l'influence notamment de l'arrivée des nouveaux électeurs, « car l'effet de proximité avec une personnalité jouera moins qu'aux communales. On aura là un élément d'évaluation bien meilleur qu'un sondage pour comprendre comment se posent les termes du rapport de force en Flandre et en Wallonie », estime Pascal Delwit.

Mais avant de savoir quelle couleur politique ces jeunes vont cocher dans le secret de l'isoloir, il conviendra de voir combien se sont déplacés pour voter. Car dans la population, ce sont les 18-29 ans qui s'abstiennent le plus. « Aux communales de 2012, dans les 19 communes bruxelloises, la participation avait diminué de plus de 4 points. C'est beaucoup pour un pays où le vote est obligatoire », note Pascal Delwit. Cette arrivée massive pourrait donc surtout se traduire par une hausse de l'abstention, plutôt que par un chambardement de l'échiquier. Réponse au soir du 14 octobre. ■

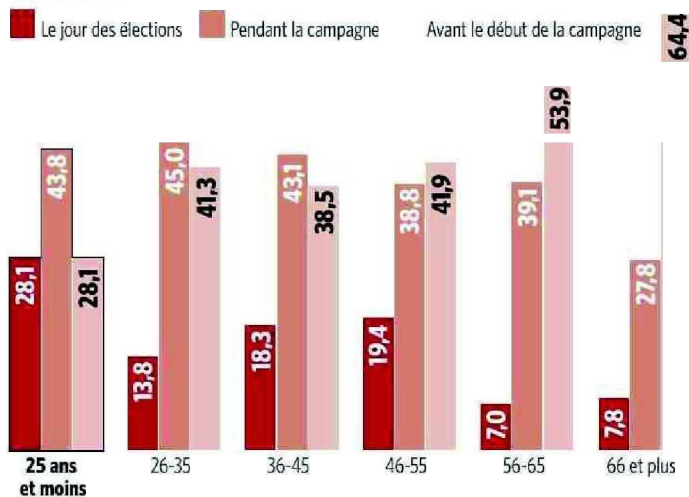
CORENTIN DI PRIMA

L'enquête 2014 sur les jeunes et les élections

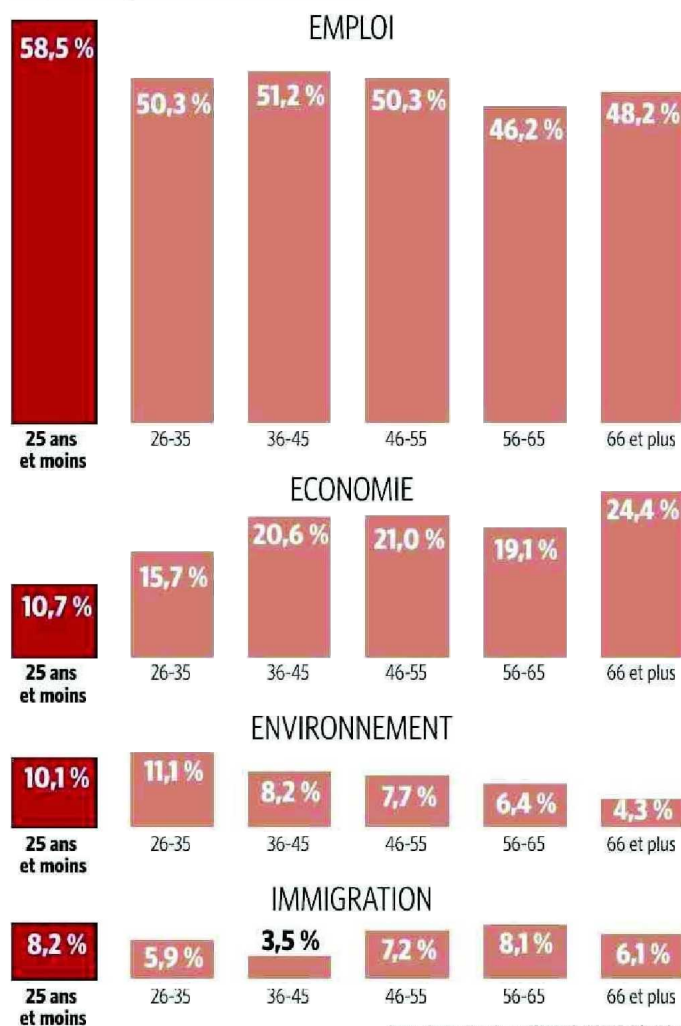
Votes blancs/nuls



Moment de la décision



Problématiques déterminant le vote



Source : Partiep Voter Survey 2014 (VUB, ULB, KUL, UCL, U Anvers)
 Sondage réalisé en Flandre et en Wallonie

la plus jeune candidate « Au moins, je sais pour qui voter »

PORTRAIT

Excusez-moi d'arriver en retard, c'est ma quatrième interview aujourd'hui. » La voix calme, mais le stress palpable, Estelle Maton commande une boisson à la pêche. Nous lui avons donné rendez-vous dans une brasserie du centre historique de Namur. La jeune femme vient d'entamer des études d'institutrice primaire dans la capitale wallonne. Premier kot, premières élections et premières interviews. Elle est candidate sur la liste MR-IC à Huy, à la 17^e place, clin d'œil à son âge. Car Estelle n'atteindra l'âge légal pour voter et se présenter aux élections que... le 13 octobre, soit la veille du scrutin. Ce qui fait d'elle la plus jeune candidate francophone. Coup de projecteur médiatique garanti. Estelle a fréquenté les établissements hutois du Sacré-Cœur de Statte et de l'Abbaye de Flone. Sportive (beaucoup de gym « *mais j'ai arrêté, plus le temps* »), mélomane (piano au conservatoire, elle manie la guitare et il lui est arrivé de jouer un peu d'orgue, « *à l'église* ») et bilingue français-anglais (« *des cours très tôt et plusieurs séjours en Angleterre* »), la jeune femme dépeint une enfance « *heureuse* » dans une « *famille simple* » de

Huy.

Atterrir sur une liste bleue, ce n'est pas vraiment un hasard pour cette fille d'indépendants spécialisés dans l'installation de terrains de tennis. « *Mes parents ont toujours été engagés politiquement. Je savais qu'ils étaient MR.* » C'est un « *ami de dix ans* », membre des Jeunes MR, qui l'a mise en contact avec la tête de liste libérale hutoise, « *qui cherchait une candidate* ».

Elle a donc dit oui. Pourquoi ? « *Pour avoir mon mot à dire, même si j'ai 17 ans.* » Consciente d'avoir beaucoup de choses à apprendre, Estelle met en avant l'équipe, la complémentarité avec les plus expérimentés. « *Moi je n'ai pas d'expérience mais j'ai la vision des jeunes et des idées nouvelles. Les autres ont la connaissance des lois, des élections, de la façon de mettre en place une idée.* » N'a-t-elle pas l'impression de servir de caution jeune ? « *Non, parce qu'il y a plusieurs autres jeunes sur la liste.* »

« Les jeunes savent où sont les problèmes »

La jeune candidate refuse de se faire enfermer dans une identité partisane. Elle insiste d'ailleurs : elle est candidate MR-IC. Pour-

quoi souligner le « IC » (Intérêts communaux) ? « *Parce qu'au final personne n'est vraiment de droite, je crois.* » « *Ce n'est pas parce qu'on n'est pas Ecolo qu'on ne peut pas faire de l'écologie. Ce n'est pas parce qu'on n'est pas socialiste qu'on ne peut pas faire du social* », lance-t-elle. En même temps... Estelle envisage l'avenir avec optimisme, un trait de son caractère, dit-elle. « *Mais on nous dit tellement à quel point le monde va mal... Nous, les jeunes, on sait où sont les problèmes : l'écologie ; et puis les groupes sociaux qui restent de plus en plus entre eux.* » La jeune candidate a aussi envie d'apporter sa pierre à l'édifice pour les écoles, la propreté, le commerce de proximité et « *les problèmes des jeunes* ». C'est-à-dire ? Elle hésite, puis lâche : « *On ne se sent pas vraiment en sécurité à Huy.* » Mais personnellement, elle n'a jamais eu de problèmes. Le 14 octobre, elle espère que « *quelque chose* » va se passer, parce qu'elle s'est « *vraiment donnée à fond* ». Ce sera aussi la première fois qu'elle vote. « *C'est la première chose que j'ai dite à mes parents quand je suis entrée sur la liste : maintenant je sais pour qui voter !* » Chaque voix comptera. ■

C.D.P.

Ces jeunes qui jouent le jeu de la « vieille politique »

DÉBAT

Ils sont jeunes, mais ce ne sont pas vraiment des perdreaux de l'année. À les entendre débattre, s'interrompre et s'envoyer des piques, les juniors ont déjà tout des grands. Deux d'entre eux sont échevins, l'une est chef de groupe au conseil communal. Car leur moyenne d'âge est plus proche de la trentaine que de la vingtaine. En Belgique, on peut être membre d'une section jeunes d'un parti jusqu'à 35 ans. On leur a donc posé la question : quel sang neuf peuvent bien apporter ces « vieux jeunes » (la plaisanterie vient de l'un d'eux) à la « vieille politique » ? « *Pour faire évoluer un système, soit on reste au balcon et on dit qu'ils sont tous pourris, soit on entre dans le système, on s'engage et on fait changer les choses* », résume Nicolas Deprets (Mouvement Jeunes socialistes).

Tous ont attrapé le virus de la politique au tournant de la majorité. Seule Laura Goffart (EcoloJ) fait exception : « *J'ai toujours été un peu*

politisée. Dans la cour de récré, en primaire, je ramassais les papiers des autres, parce que ça me rendait malade qu'ils les jettent par terre. Ado, j'ai rejoint des mouvements comme Oxfam, Amnesty... De là, j'ai vite ressenti du dégoût par rapport à la classe politique, à la démocratie représentative, que je voudrais plutôt participative. » Et donc elle est entrée dans un parti. Précisons que les sections jeunes des partis ne font pas formellement partie des partis. Il s'agit d'associations distinctes. Mais dans les faits, la parenté ne peut évidemment être niée.

« Sa place, il faut la prendre »

Se sentent-ils, en tant que représentants des jeunes, écoutés par le parti ? Perçoivent-ils leur influence, leur fait-on confiance ? Oui, tendent-ils à dire. Hormis chez Ecolo, où ce sont d'autres membres d'EcoloJ qui siègent dans les instances du parti (histoire de ne pas cumuler), les responsables des juniors font partie de toutes les structures du parti. « *Sur certains sujets, on parvient à se faire entendre. Sur d'autres, non. Exemple, la légalisation du cannabis, où les jeunes MR n'ont pas su infléchir la ligne du parti. C'est dommage mais c'est comme ça. Mais sur la refédéralisation des compétences par exemple, on voit que ça commence à percoler. Des ministres fédéraux ont appuyé notre dernière sortie* », avance Mathieu Bihet (Jeunes MR). « *On veut la réduction collective du temps de travail. On a une réflexion idéologique, philosophique. Mais c'est vrai qu'on ne va pas jusqu'à chiffrer, prévoir la mise en œuvre.* » Ce sont les « grands » qui s'en chargent.

Chez Défi, « *les jeunes participent à l'élaboration du programme. On fait du travail de fond. Soit on propose, soit on*

nous consulte, explique Deborah Lorenzino (DéfiJeunes), qui insiste : *Notre influence dépend de nous, de notre énergie à défendre nos idées. Sa place, il faut la prendre.* » En tant que jeune, il faut peut-être davantage batailler, estime-t-elle.

Au PTB, les jeunes sont « complètement impliqués » dans la discussion sur la ligne du parti, affirme Max Vancauwenberge. « Et sur beaucoup de thèmes

concernant les étudiants, c'est essentiellement Comac qui contribue à écrire le programme du PTB », affirme Max Vancauwenberge. Les Jeunes socialistes sont souvent qualifiés d'utopistes par le PS, reconnaît Nicolas Deprets.

Tout va bien dans le meilleur des mondes, alors, pour les jeunes en politique ? Autour de la table, chacun défend évidemment un peu son propre bilan, son action. « Pour le moment, c'est le grand jeu : on essaye de mettre des jeunes partout. La question, c'est : le lendemain des élections, qu'en fait-on ? Les jeunes ont-ils simplement été des porte-voix, ou leur a-t-on donné des responsabilités ? », interroge Christophe De Beukelaere.

Le centriste veut aussi faire passer un message « de responsabilité » aux jeunes : « C'est bien de rester au balcon et de dire que tout va mal. Mais venez, les instances sont là, et on nous donne la parole ! On peut influencer. Mais pour cela, il faut structurer, et il faut donner du temps aussi. »

« La politique n'est pas accessible ! »

« Faux », s'insurge Laura Goffart. Le monde politique n'est pas accessible à tout le monde. D'ailleurs, « regardez autour de la table. C'est accessible à une partie de la jeunesse, celle qui a fait les bonnes écoles, qui est allée en haute école ou à l'université. Il y a un manque de représentation des personnes racisées, des femmes... On est mal informé, il y a du réseautage, l'institution belge est trop compliquée à comprendre. Alors non, ce n'est pas accessible à tous ! » Son collègue du Comac abonde dans son sens. « Aujourd'hui, le désintérêt n'est pas pour la politique. Ce qu'ils rejettent, c'est la manière dont elle est faite aujourd'hui, dans laquelle ils ne se retrouvent pas. »

Deborah Lorenzino n'est pas d'accord : « Ce n'est pas en tendant toujours

la becquée aux jeunes qu'on crée des gens acteurs de leur citoyenneté. J'entends beaucoup de jeunes qui disent : "La politique je n'en ai rien à foutre, tous pourris" quand il s'agit des grandes thématiques. Mais quand on va les toucher dans leurs préoccupations quotidiennes, ils s'impliquent, souvent sans s'en rendre compte. » Tous le pressentent, le système politique actuel arrive en bout de course. « On est à la veille d'un grand chamboulement du système dans plusieurs domaines et notamment en politique. Je ne crois pas que l'organisation parti-cratique va durer », résume Christophe de Beukelaer. « On est dans une démocratie représentative qui ressemble de plus en plus à une ploutocratie », s'insurge Laura Goffart. « Les jeunes ont moins envie d'être enfermés dans un carcan, ils veulent garder leur liberté », avance Max Vancauwenberge. « Ce que les jeunes veulent, c'est participer. On n'a plus voté depuis près de quatre ans et demi. Cela fait donc quatre ans et demi qu'on a des gouvernants qui agissent sans avoir pris le pouls de la population. Il y a une aspiration à changer le modèle et à avoir beaucoup plus de participation », constate Nicolas Deprets. Tirage au sort, assemblées ou budgets citoyens : sur les modalités de cette participation citoyenne, par contre, point d'unanimité. L'avenir de la politique n'est pas encore très clair.

En attendant, on vote le 14 octobre. Un scrutin marqué du sceau des jeunes. « Dans ma commune, Schaerbeek (135.000 habitants), 10.000 jeunes vont voter pour la première fois, précise Déborah Lorenzino. Tous les partis ont bien compris l'importance de cette donne. » ■

CORENTIN DI PRIMA

l'expert « Une majorité de jeunes ne se retrouve pas dans l'offre politique »

Mark Elchardus

Mark Elchardus est sociologue et professeur émérite de la VUB. Ses travaux portent sur la gestion du temps et la sociologie culturelle. En 2013, il a réalisé une vaste enquête auprès de 2.000 jeunes adultes belges de 25 à 35 ans destinée à « analyser ce sentiment, très répandu et opiniâtre, qui porte à croire que notre prospérité et notre bien-être se perdent, que toutes nos valeurs s'effondrent ». Les résultats ont été publiés dans un livre : « Au-delà du déclin » (Lannoo, 2015).

ENTRETIEN ■■■■■

En 2008-2009 (ça date déjà), l'étude « International Civic and Citizenship Education » a comparé l'engagement politique dans 38 pays, en interrogeant 140.000 jeunes et 60.000 profs dans 5.100 écoles. Constat : la baisse de l'engagement politique des jeunes est bel et bien une réalité dans

les pays européens. Pourquoi ? En 2013, le sociologue Mark Elchardus a interrogé 2.000 jeunes Belges de 25 à 35 ans. Nous lui avons demandé de se replonger dans les résultats de cette enquête. Ils dessinent les contours d'une jeunesse pessimiste pour l'avenir de la société, largement convaincue que l'action collective, la politique, ne pourra régler les problèmes de ce monde. Mais aussi, paradoxalement, des individus largement convaincus qu'ils vivront mieux que leurs parents. Une jeunesse pétrie de valeurs de solidarité, mais qui rejette massivement la globalisation.

« De gauche mais fermés », comme le résume Mark Elchardus,

ces jeunes ne trouvent pas d'offre politique satisfaisante. Les partis d'extrême droite l'ont bien compris, et ont progressivement fait virer leur programme socio-économique vers la gauche, attirant une partie de ces jeunes. « Depuis 2013, il y a eu Daesh, les attentats, la crise des réfugiés et le spectacle d'une Union européenne incapable de la régler. Les perspectives climatiques se sont aggravées. Et on n'a pas d'assurance qu'on est immunisé contre une nouvelle crise financière. Or, tous ces éléments cadrent avec le déclinisme. Il n'y a donc aucune raison de penser qu'il va diminuer », conclut-il. ■

Moins engagés

Les jeunes sont-ils moins politisés qu'avant ?

Le sens civique des jeunes a été étudié lors d'une grande étude comparative réalisée en 2008-2009. Il en ressortait plusieurs choses. Notamment qu'en Europe, l'intérêt pour la politique est plus réduit qu'en Amérique latine par exemple. Cela vaut certainement pour la politique des partis, la politique « politicienne ». Cette étude balaie une idée avancée dans d'autres études selon lesquelles la perte d'intérêt pour la politique des partis établis était compensée par un engagement massif des jeunes dans d'autres actions (initiatives citoyennes, boycotts de produits, pétitions, manifestations, etc.). C'est faux. En Europe, on constate un déclin de l'engagement des deux côtés. De plus, on constate que ce sont les mêmes personnes qui s'engagent des deux côtés.

Pourquoi cette baisse de l'engagement politique en Europe ?

La réponse apportée par cette étude, c'est l'Etat-Providence. Là où il est le plus développé, l'engagement est nettement moins poussé par rapport à d'autres régions du monde comme l'Amérique latine ou l'Afrique. Dans ces régions, les questions sociales mobilisent les jeunes. Au fond, les jeunes se mobilisent quand il y a un grand défi et le sentiment que l'action collective peut être efficace.

En quoi l'Etat-providence ferait-il baisser l'engagement politique ?

Une grande partie de la réponse tient au fait que les grandes questions pressantes y sont résolues. Il y a un grand défi sociétal aujourd'hui consistant à savoir pour quoi les jeunes vont s'engager à l'avenir. Cela reste à vérifier, mais selon moi, la grande mobilisation actuelle autour des deux thématiques liées que sont la migration (liberté de déplacement des gens) et la globalisation (liberté de déplacement des capitaux) constituent les nouveaux grands défis, comme le furent les défis socio-économiques par le passé. Les jeunes pourraient s'engager pour ces défis. Avec la probabilité que ce soit en direction du nationalisme.

Pessimiste pour nous, optimiste pour moi

Dans votre livre, vous parlez d'une « génération prométhéenne ». C'est-à-dire ?

Ce qui caractérise la génération que j'ai étudiée, c'est l'idée d'un déclin de la société. Plus de 80 % des jeunes voient une perspective négative dans quasi tous les domaines. On peut identifier différents groupes. En schématisant, il y a d'une part ceux qui se font beaucoup de souci quant aux conséquences négatives du développement de l'environnement mais qui se font beaucoup moins de souci pour le développement socio-économique ou le vivre-en-

semble ; et d'autre part, il y a ceux, beaucoup plus nombreux, qui se soucient moins de l'environnement, mais qui craignent pour la sécurité, les perspectives économiques, la destruction de l'Etat-providence, l'immigration non contrôlée, les conflits à l'intérieur de la société. En se penchant sur ce second groupe, on constate que 75 % de ces personnes sont extrêmement pessimistes sur l'avenir. L'étendue de ce pessimisme m'a surpris. D'autant que du point de vue de leur vie personnelle, beaucoup de jeunes sont très optimistes. Quand on leur demande de se comparer à leurs parents par exemple (habitat, revenus, santé, voyages, loisirs, etc.), les jeunes qui estiment qu'ils auront une meilleure qualité de vie qu'eux sont près de 80 %. Seule exception dans cet optimisme individuel : la sécurité du travail.

Que signifie cette contradiction ?

La plupart des craintes qui alimentent l'idée du déclin ne sont pas absurdes. En règle générale, on peut trouver des rapports de scientifiques très sérieux qui disent la même chose sur un tas de questions ! Cette crainte d'un déclin n'est pas liée à la position socio-économique des jeunes, mais notamment aux médias qu'ils utilisent. Plus ils s'informent auprès de médias populaires, plus ils sont négatifs. Et à situation personnelle égale, les Wallons sont plus déclinistes que les Flamands. Simplement parce qu'en Wallonie, on voit plus de problèmes autour de soi. Et que les gens sont beaucoup plus sensibles, quand ils jugent la société, à ce qui arrive aux autres qu'à ce qui leur arrive personnellement.

Ces jeunes, loin d'être déconnectés du monde qui les entoure, sont donc bien conscients des enjeux politiques ?

Tout à fait. Il ne faut pas croire qu'il s'agit d'une crainte irrationnelle ! Au contraire, il s'agit plutôt d'une attitude assez avertie. Ce qui frappe par contre, c'est l'attitude assez passive envers cette observation. Là, on trouve un changement. Dans les années 70, on voyait aussi les problèmes, mais l'attitude était inverse : on s'engageait pour changer les choses. Chez les jeunes d'aujourd'hui, il y a le sentiment qu'on ne peut rien y faire. C'est pour cela que je parle de génération prométhéenne. Prométhée était enchaîné par ce sentiment d'impuissance.

Cela explique le manque d'engagement collectif ?

Cette génération a conscience de ce qu'elle a, en étant née ici. Et elle a conscience des défis qui l'attendent. Pourquoi, alors, cette attitude un

peu passive ? Ils ne croient plus en l'action politique, de gouvernement, et donc dans l'action collective. Quand on leur demande qui va les aider à réaliser leur rêve personnel, la réponse qui vient d'abord, c'est "moi", puis "mon épouse", "mes parents", et... la chance. Seuls 16 % mentionnent la politique, tandis que 13 % mentionnent Dieu. Concernant l'avenir de la société, les chiffres sont à peu près les mêmes, à la grande différence qu'une grande espérance est placée dans la technologie. Mais quand on leur demande ce qu'ils en attendent exactement, ils constatent qu'elle ne pourrait pas répondre à beaucoup de défis, si ce n'est peut-être le défi climatologique, et encore. Mais à tous les autres problèmes mentionnés, pas. Résultat : ils ne voient pas de solution.

A gauche mais « fermés »

Politiquement, où se situent ces jeunes ?

Cette génération est plutôt à gauche : ils sont pour plus d'égalité de revenus, plus de sécurité de travail, d'accord pour payer davantage pour maintenir une assurance maladie de qualité et sont contre sa privatisation, ils sont d'accord de travailler plus longtemps pour garantir une pension de qualité à tout le monde. Bref, ils sont pour la solidarité. Mais ils sont aussi très radicalement anti-migrants, tant au nord qu'au sud du pays. 80 % ne veulent qu'une migration très limitée. Et 75 % estiment que les migrants légaux devraient travailler quatre ans avant de recevoir n'importe quel droit...

Ce n'est pas tellement à gauche, ça...

Non, et c'est ce qui est frappant. Quand on parle de socio-économique, ils sont "à gauche". Mais ils veulent strictement contrôler l'immigration et être très exigeant en ce qui concerne l'intégration. Or, en Belgique, aucun parti politique ne propose cela. Car les partis qui proposent d'être stricts sur la migration et l'intégration sont, sur le plan socio-économique, de droite. Tandis que ceux qui sont à gauche sur le socio-économique sont plutôt pour l'ouverture. Une majorité de ces jeunes ne se retrouve donc pas dans l'offre politique existante. Cela conforte leur sentiment qu'on ne peut rien faire pour enrayer le déclin. C'est pour cela qu'on a vu des partis d'extrême droite (Wilders, Le Pen...) virer vers la gauche en ce qui concerne le socio-économique, alors que leur programme économique était plutôt néolibéral jusqu'au début du XXI^e siècle. Le Vlaams Belang était le parti le plus néolibéral en Flandre. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Et pour la première fois, un parti de gauche se dirige vers ce même segment, en Allemagne (Sahra Wagenknecht, figure du parti de gauche Die Linke, vient de lancer « Aufstehen », décrit par la presse comme « à cheval entre Mélenchon et Le Pen », NDLR).

COMMENTAIRE

CORENTIN DI PRIMA

**LA DÉMOCRATIE
BELGE FACE
À SA JEUNESSE**

C'est d'ores et déjà l'un des chiffres-clés des élections locales : 8,53 % des électeurs appelés à se présenter dans l'isoloir le 14 octobre prochain voteront pour la première fois de leur vie.

C'est donc à un moment important du renouvellement du corps électoral que nous allons assister. La conséquence d'une période sans scrutin inhabituellement longue au royaume de la lasagne institutionnelle. Quatre ans, quatre mois et vingt jours, c'est du jamais vu depuis la Seconde Guerre mondiale.

Les élections qui approchent fourniront un baromètre très intéressant des perspectives d'avenir de la démocratie belge, prise elle aussi dans les turbulences qui secouent la « vieille Europe ».

Que sait-on des aspirations politiques de ces jeunes ? Quelques lignes de force ressortent des trop rares données disponibles les concernant.

Un : qu'ils doutent. Beaucoup. Davantage encore que leurs aînés. Point de candeur dans leur chef. Sur notre destinée collective, ils sont très pessimistes. Consciente de l'immensité des enjeux de notre temps, la jeu-

nesse a perdu foi en la capacité des hommes et des femmes qui gouvernent à tracer un horizon positif à notre société. C'est inquiétant.

Deux : qu'ils se détournent de la politique. PS, MR, CDH, Ecolo, PTB, Défi... Tout cela leur parle de moins en moins.

Les jeunes désertent donc massivement le terrain de l'engagement politique. Sur quoi pourrait déboucher ce renoncement ? La tentation de l'abstention ? Celle de voter aux extrêmes ? Résignation ou colère sont les deux faces d'une même pièce.

La question est donc importante : comment vont-ils marquer de leur présence massive leur premier rendez-vous avec la démocratie ? Il faudra y être très attentif, une fois les dépouillements clôturés.

Car sept mois seulement séparent le scrutin local du rendez-vous électoral important de mai 2019. On doute que ce temps suffise aux partis démocratiques pour convaincre cette partie de la jeunesse qui a baissé les bras. Mais le tableau pourrait être moins sombre. Car plutôt que la fatalité, plutôt que le « chacun pour soi et on verra », il y a chez cette génération qui va pénétrer l'isoloir pour la première fois tout le potentiel d'un « renouveau politique », expression trop souvent galvaudée.

Votez, jeunesse...